

Comme Canadien de l'Ouest je suis ici pour dire: «Non, ce n'est pas ce dont nous avons besoin». Si nous permettons que cette cession des pouvoirs et cette décentralisation se poursuivent, nous aurons laissé passer, nous les Canadiens de l'Ouest, une des meilleures occasions qui se soient présentées au pays de faciliter notre croissance régionale. Les députés du parti conservateur et du Nouveau Parti démocratique prennent pour hypothèse que les provinces sont les seules à pouvoir gérer cette nouvelle croissance dans l'ouest du Canada, que seuls les provinces et les compétences provinciales devraient gérer cette nouvelle richesse.

M. Malone: Qui a dit cela?

M. Axworthy: Vous avez tous dit cela.

M. Malone: Donnez-nous un nom.

M. Axworthy: Je n'ai pas le temps de tous vous nommer. Il demeure que nous avons offert aux provinces de faire certaines concessions. On semble avoir oublié à point nommé ce détail dans cette grande hystérie et cette exagération selon lesquelles les libéraux trameraient la destruction des provinces. J'ai pris connaissance de la liste des concessions, liste établie aux fins de la conférence constitutionnelle. Nous étions disposés à partager avec les provinces des pouvoirs fiscaux en matière de ressources. Nous étions disposés à partager le commerce inter-provincial et des pouvoirs relatifs aux communications et à la pêche. Où a-t-on vu une conspiration visant à piéger les provinces avec ces concessions?

Toutefois, monsieur l'Orateur, il suffit d'examiner les propositions des provinces qui se prétendent généreuses, sincères et visionnaires pour constater qu'elles se réduisent à un gros zéro. Les provinces jouaient à «pile je gagne, face tu perds». C'était le classique tout ou rien. Le gouvernement fédéral aurait manqué au mandat fondamental que le peuple canadien lui a confié s'il avait seulement prêté l'oreille à ce genre de chantage. Nous avons assisté à ces conférences avec les meilleures intentions de négocier et de partager avec les provinces, mais nous n'avons rien obtenu en retour.

En ce moment, nous devrions chercher à savoir—et c'est à mon avis important pour le débat en cours—quel genre d'État fédéral il nous faudrait pour tirer parti des ressources nouvellement découvertes dans l'ouest du Canada et les mettre en valeur. Notre histoire montre que le gouvernement fédéral a eu et a encore à jouer un rôle fort et constant, mais les députés d'en face l'ont oublié fort à propos. A l'époque de la dépression, où les provinces des Prairies éprouvaient des difficultés, c'est le gouvernement fédéral qui est intervenu en mettant sur pied la Commission canadienne du blé, en adoptant la loi sur le rétablissement agricole des prairies, et d'autres lois agraires du genre. C'est le gouvernement fédéral qui a eu recours à ses pouvoirs déclaratoires pour mettre sur pied la Commission canadienne du blé, destinée à protéger les agriculteurs de l'Ouest. Ce sont ces mêmes pouvoirs qu'on nous demande en ce moment de céder.

Cela m'ennuie parfois d'entendre le genre d'observations venant de la part de certains politiciens de l'Ouest, et notam-

La constitution

ment du premier ministre de ma province d'origine, qui, en passant, est mal placé pour avancer ce genre de propos, car notre province est démunie. Nous avons besoin de paiements de péréquation et il ne nous aide nullement avec l'attitude qu'il affiche en ce moment en refusant de partager les richesses nouvellement découvertes dans le sous-sol de la province. Soudainement, la péréquation qui fut, de nombreuses années durant, l'une des planches de salut de l'ouest du Canada tombe dans l'oubli fort à propos puisque nous venons de découvrir un grand réservoir de pétrole et de gaz dans notre sous-sol.

Cette attitude de l'Ouest ne correspond pas aux conceptions traditionnelles que j'ai fait miennes. Elle a peut-être un fondement historique dans l'espèce de complexe de colonisé du repli sur soi, du maintien de l'acquis, de la peur du risque. Ce n'est pas là le seul point de vue à être exprimé dans l'Ouest. De nombreux Canadiens de cette région du pays ne demandent qu'à partager leurs richesses, et ils ne peuvent le faire que par l'entremise du gouvernement fédéral. Tous doivent le faire dans leur intérêt et dans celui de tous les Canadiens.

Au cours de la prochaine décennie, l'Ouest connaîtra une croissance formidable. On y dépensera des milliards de dollars pour aménager des chemins de fer, des voies navigables, améliorer la recherche et le développement et fonder des industries. Une certaine gestion est essentielle dans ces domaines.

M. Lambert: Oh, oh!

M. Axworthy: Le député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert) vient de pousser un grognement. Je suis heureux qu'il se réveille enfin. Car il nous faut reconnaître les faits et non nous nourrir de rêves et d'illusions. Permettez-moi de vous donner un exemple de mon propre ministère.

M. Lambert: Vous n'oseriez pas tenir de pareils propos à Winnipeg.

M. Axworthy: Je l'ai déjà fait cinq fois dans les deux dernières semaines. Je le ferai encore jeudi dans la province même du député que j'invite d'ailleurs à venir m'entendre. En parlant d'invitation, je serais heureux que le député m'offre de prendre la parole à la prochaine assemblée de son association de comté. On y trouverait sans doute mon discours très instructif.

● (2040)

Permettez que j'aborde une dimension qui touche de près à mes responsabilités ministérielles, soit la forte migration qui se produit dans l'ouest du Canada, à l'intérieur même de la région et à l'extérieur. Chaque année, l'ouest du Canada devra créer quelque 30,000 à 40,000 emplois spécialisés. Pour assurer la croissance de l'Ouest, nous devons former des centaines de milliers de travailleurs au cours de la prochaine décennie. En utilisant nos énormes possibilités de croissance, nous voulons faire en sorte d'offrir un très grand nombre de débouchés pour les autochtones de l'Ouest et aussi pour la main-d'œuvre féminine.